Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Droits à paiement unique (DPU)

Formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition de DPU intervenant au plus tard le 15 mai 2014

7

Modèle à photocopier.
Merci d'écrire en MAJUSCULES
À faire parvenir à la DDT(M) au plus tard le 15 mai 2014

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE :
– copie de la dénonciation ou de la non-reconduction du contrat du bail des DPU ou de la convention de mise à disposition des DPU à laquelle il est mis fin.

IDENTIFICATION DU PRENEUR OU DE LA SOCIÉTÉ

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

_____

N° Pacage |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| N° SIRET |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

IDENTIFICATION DU BAILLEUR OU DE L'ASSOCIÉ

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

_____

N° Pacage |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

LES SOUSSIGNÉS, DÉSIGNÉS CI-DESSUS, DÉCLARENT que :

☐ le contrat de bail de DPU conclu en accompagnement du bail de terres entre le *Bailleur* et le *Preneur*,

ou

☐ la convention de mise à disposition de DPU en accompagnement de la mise à disposition de terres entre l'Associé et la Société,

a pris fin à la date du |_|_|_|_|_|_|_|_|

Il convient de joindre à ce formulaire une copie du contrat de bail de DPU ou de la convention de mise à disposition de DPU.

Les parties demandent qu'à la date de fin de bail ou de fin de mise à disposition, les DPU soient transférés du *Preneur* ou de la *Société* vers le *Bailleur* ou l'*Associé*.

Les DPU récupérés au titre de cette fin de bail ou de cette fin de mise à disposition sont les DPU objet du bail ou de la convention de mise à disposition, tels qu'établis dans le portefeuille initial 2014 notifié au *Preneur* ou à la *Société*.

Les soussignés certifient que les renseignements figurant dans le présent formulaire sont sincères et véritables et joignent les pièces justificatives correspondantes.

FAIT EN |_| EXEMPLAIRES À _____ Le |_|_|_|2|0|1|4|

Signatures des deux parties[1]

Pour chacune des parties, les signataires sont l'exploitant ou le gérant en cas de forme sociétaire, ou tous les associés en cas de GAEC.

LE PRENEUR ou LA SOCIÉTÉ[1] LE BAILLEUR ou L'ASSOCIÉ

IMPRIMERIE NATIONALE 140202

(1) En cas de conflit entre le *Bailleur* et le *Preneur* ou entre l'*Associé* et la *Société*, la signature du *Preneur* ou de la *Société* n'est pas indispensable si le *Bailleur* ou l'*Associé* fournit la preuve de la fin de bail ou de la fin de mise à disposition.